

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—MESURES EN VUE D'ACCÉLÉRER L'APPROBATION DES PROJETS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Étant donné l'augmentation du nombre des chômeurs, plus spécialement dans la province de Québec, l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pourrait-il dire à la Chambre s'il entend demander aux fonctionnaires de procéder d'une façon plus rapide à l'examen des projets d'initiatives locales, afin qu'ils soient mis en œuvre le plus tôt possible pour procurer des emplois et diminuer ainsi le chômage?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons tenté d'en accélérer régulièrement le processus depuis un mois et demi. Presque toutes les décisions ont été prises, je pense, bien que j'aie l'intention de virer certains fonds du montant réservé à ce que nous appelons des projets commerciaux, coopératifs et d'entreprise aux programmes réguliers d'initiatives locales, plus 10 millions de dollars affectés à la formation en cours d'emploi qui passeront aussi au Programme d'initiatives locales, non pas parce que le programme de formation ne donne pas de bons résultats mais parce qu'à notre avis nous pouvons mieux réussir dans les circonstances à procurer plus rapidement de l'emploi aux gens par l'intermédiaire du PIL.

M. l'Orateur: Le député de Don Valley a la parole pour poser une question supplémentaire.

M. Gillies: Ma question n'est pas tout à fait supplémentaire, monsieur l'Orateur, mais de toute façon j'aimerais la poser.

M. l'Orateur: J'apprécie l'honnêteté du député, mais cette qualité n'est manifestement pas récompensée. Le député de Prince Edward-Hastings a une question supplémentaire.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: Et comment qu'il en a une!

* * *

LES FINANCES

LES MESURES DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question supplémentaire qui fait suite à une question précédente. Comme il a déclaré officieusement qu'il serait peu réaliste d'attendre du gouvernement qu'il réduise le chômage au-dessous de 5 p. 100, est-il maintenant disposé à examiner les politiques proposées par l'opposition officielle en vue de réduire le chômage davantage?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): J'aurais aimé, monsieur l'Orateur, que l'honorable député pratique davantage la vertu que vous avez notée chez le député de Don Valley.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: La parole est au député de Don Valley.

Une voix: L'honnêteté est récompensée, somme toute!

Questions orales

LA DÉFLATION ET LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il semble maintenant y avoir un excédent dans le budget, je voudrais demander à l'honorable représentant si la politique du gouvernement a été de combattre l'inflation plutôt que de régler le problème du chômage.

• (1430)

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député sait bien que l'emploi est mon souci prioritaire. Lorsqu'il parle d'excédent il berne la Chambre en ce sens qu'il sait bien que la position excédentaire ou déficitaire du gouvernement se mesure par tout l'ensemble de la conjoncture fiscale et monétaire, c'est-à-dire les opérations budgétaires et non budgétaires. J'ai dit à la Chambre que le gouvernement présenterait un budget de 2 milliards de dollars, chiffre qui se rapproche de celui que je serai en mesure de présenter à la Chambre.

M. Gillies: Le ministre des Finances et le gouvernement sont-ils d'avis que l'on puisse lutter contre le chômage tout en faisant bien rouler l'économie, à un moment où le taux de chômage est de 6.7 p. 100, en présentant un budget équilibré ou légèrement déficitaire?

PROPOSITION DE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES DES FINANCES—LES MESURES BUDGÉTAIRES ENVISAGÉES QUANT À LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Rencontrera-t-il ses homologues des quatre provinces de l'Atlantique, avant de présenter son budget, de sorte qu'il puisse discuter des mesures comprises dans son budget qui viseront à remédier à la stagnation économique dans ces provinces, ce qui, j'oserais dire, découle directement de la politique monétaire et fiscale du gouvernement...

Des voix: Bravo!

M. McGrath: ... et des programmes que le gouvernement pourrait mettre en œuvre pour résoudre le problème du chômage qui est très grave et même critique dans la région de l'Atlantique?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, en dépit de la tournure agressive de la question du député, je dois dire que je ne minimise pas du tout la situation qui existe à Terre-Neuve. J'ai eu plusieurs discussions profitables avec le ministre des Finances de Terre-Neuve, tant à la conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances qui s'est tenue les 18 et 19 janvier courants, que lors d'une rencontre non officielle avec M. Crosbie, la semaine dernière.

M. McGrath: Vu qu'il ne semble y avoir aucun changement dans la situation du chômage dans les provinces de l'Atlantique, et vu le budget qui sera présenté à la Chambre le 19 février, le ministre rencontrera-t-il ses homologues des quatre provinces de l'Atlantique pour discuter des mesures à prendre pour redresser la situation?